



Déclaration liminaire des sections CGT et FO de la DR d'Auvergne Rencontre avec le secrétaire général

Les sections syndicales CGT et FO vous remercient de leur accorder cette rencontre. Cette réunion se situe dans une période de forte incertitude sur la pérennité de notre DR mais aussi sur d'importantes restructurations pour l'ensemble de l'institut.

La réforme territoriale impacte de plein fouet notre direction régionale. Le directeur général nous envoie un message expliquant que « *Le rôle de notre Institut, et sa capacité à éclairer les débats économiques et sociaux, en France et dans les Régions, sont confortés.* » Cette affirmation nous semble fautive. Les propositions faites lors du CTR du 2 juin sur l'action régionale et la disparition des SED dans les directions régionales touchées par la réforme vont de fait diminuer les capacités de l'Insee à assurer sa mission de service public statistique pour répondre aux besoins locaux d'informations économiques et sociales.

L'incertitude sur le devenir de la DR angoisse beaucoup d'agents. Nous nous posons la question si à terme notre DR ne disparaîtrait pas car si le service statistique n'est pas touché pour le moment nous pensons qu'avec les départs en retraite et le peu d'attractivité sur le choix de poste au sein de la DR, les candidats se feront rares. Notre DR a perdu en quatre ans pratiquement 21 % de son effectif physique et près de 17 % en équivalent temps plein. D'ici au 1^{er} janvier 2016, l'effectif passera de 75 à 71 agents.

Cette dégringolade des effectifs entraîne un mal être croissant chez les agents causé par une pression accrue de la charge de travail. Nous vivons une dégradation incessante des conditions de travail avec toujours la culture de l'indicateur. A cela s'ajoutent de faibles taux de promotion quelque soit le corps ou le grade, marquant la non-reconnaissance professionnelle des agents. De plus la mauvaise préparation pour la mise en place du nouveau statut des enquêteurs continue à générer des situations de stress pour eux. D'autre part l'inorganisation pour la répartition de la charge d'enquêtes sur l'année accentue ce mal être.

Tout ceci conduit à une démotivation et à des facteurs de risques psychosociaux pour les agents et les enquêteurs d'Auvergne. La recentralisation de certains travaux et la mutualisation engendrent une perte de qualité et un manque de diversité d'activités pour les agents.

Les agents sont de plus en plus contraints de se gérer eux-mêmes par la mise en œuvre de Sirhius et d'Osiris mais aussi d' OFFIL qui va arriver. Mettre de la distance entre les agents et les gestionnaires RH est facteur de confusion, ralentit le traitement des dossiers et entraîne une déshumanisation préjudiciable à la qualité de vie au travail. A notre avis, le coût des heures perdues par chacun des agents ne compensera pas les gains de productivité soit disant attendus de cette centralisation.

La forte réduction du budget de fonctionnement entraîne une dégradation inacceptable de nos conditions de travail :

- Les frais de déplacement des agents ne sont pratiquement plus couverts par le montant forfaitaire de leur remboursement.
- La formation professionnelle est trop souvent sacrifiée. Certaines formations sont écourtées ou reportées faute de budget. Nous pensons que cela n'est pas acceptable, surtout quand nous voyons que l'institut n'hésite pas à engager de grosses dépenses pour Insee 2025 dont l'utilité nous semble pour le moins discutable. Quel gaspillage de fonds publics !
- Derniers sujets, le manque d'information sur l'avenir de l'institut et des DRs, le manque de visibilité sur les travaux et la navigation à vue semblent être entrés dans les mœurs de gestion de l'Insee depuis des années.

Concernant les enquêteurs, le nouveau statut a permis une certaine sortie de la précarité mais tout n'est pas réglé. En particulier la grille indiciaire qui ne reconnaît pas le niveau de qualification ni la qualité du travail fourni par les enquêteurs depuis des années. Conjugué à cela les quotités de temps de travail des enquêteurs calculées au plus juste augmentent leurs difficultés à assurer le programme d'enquête dans de bonnes conditions et à obtenir des résultats satisfaisants pour permettre une bonne qualité des études faites par l'Insee.

- Nous demandons que la direction générale s'engage à communiquer systématiquement toutes les informations concernant le devenir des DRs et de leurs missions et en particulier l'action régionale locale ;
- Nous revendiquons le maintien d'un établissement pérenne dans chaque région avec des effectifs suffisants pour accomplir les missions et une diversité de postes pour chaque établissement ;
- Nous demandons une reconnaissance des qualifications se traduisant dans les taux de promotion accordés par le ministère et qui soient au moins égaux à ceux des autres directions, l'Insee étant depuis de nombreuses années une direction délaissée ;
- Nous demandons l'arrêt des mutualisations et de la centralisation de la gestion du personnel ;
- Nous réclamons un budget local qui garantisse à tout agent de la DR des moyens de travail et de formation mais aussi des locaux entretenus et sécurisés ;
- Nous demandons une revalorisation de la grille indiciaire des enquêteurs.

Chamalières le, 8 juin 2015